REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
=-=-=-=-=-=
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES
=-=-=-=-=-=
SECRETARIAT GENERAL
=-=-=-=-=-=
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES
=-=-=-=-=-=
SOUS DIRECTION DU BUDGET
=-=-=-=-=-=
SERVICE DES MARCHES PUBLICS
=-=-=-=-=-=

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
=-=-=-=-=-=
MINISTRY OF SECONDARYEDUCATION
=-=-=-=-=-=
SECRETARIAT GENERAL
=-=-=-=-=-=
DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL RESOURCES
=-=-=-=-=-=
SUB DEPARTMENT OF BUDGET
=-=-=-=-=-=
SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS
=-=-=-=-=-=

PIECE N° 1 : AVIS DE DEMANDE DE COTATION

AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N°..01../24/DC/MINESEC/CIPM/2024 DU ..24../11../ 2026 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.

1. **Objet de la consultation :**

Dans le cadre de l'exécution du budget-programme 2027, le Ministre des Enseignements Secondaires lance en procédure d'urgence, une Consultation pour une Demande de Cotation **pour l'entretien et la maintenance des ascenseurs de l'immeuble abritant les services centraux** de son département ministériel.

2. **Consistance des prestations :**

Les prestations objet du présent Avis de Demande de Cotation portent sur l'entretien et la maintenance préventive et curative ainsi que la fourniture des pièces de rechange des :

Quatre (04) ascenseurs, dont deux (02) ascenseurs de **marque OTIS** et deux (02) de marque **SODIMAS** en tenant compte des prestations ci-après :

A. **Prestations normales minimales : Obligations imposées par la réglementation :**

- Présence permanente annuel dans l'immeuble aux heures ouvrables, d'un technicien du prestataire ;
- Le dépannage et l'entretien des ascenseurs (cabine, gaine, machinerie) : visites périodiques d'entretien ainsi que l'examen trimestriel ou semestriel des câbles et essai annuel du parachute ;
- Le contrôle régulier du bon fonctionnement des appareils : dépannage ou intervention en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux des appareils ;
- Le nettoyage permanent de la cuvette, de la machinerie et de la partie supérieure de la cabine ;
- Les réparations et le remplacement des pièces usées par le fonctionnement des appareils (dans la cabine, la gaine ; la machinerie...) ;
- L'assistance aux utilisateurs en cas d'accident ou anomalie.

B. **Services supplémentaires :**

Ils consistent en :

- L'entretien préventif par la vérification de l'appareillage électrique et des organes mécaniques selon un programme établi à l'avance, le but étant d'effectuer les opérations nécessaires (réglages, remplacement des pièces etc.) pour prévenir d'éventuelles pannes et anomalies ;

- Des visites spéciales dans l'année, des installations dont deux (2) sommaires et une (01) complète, avec production d'un rapport de visite par les Ingénieurs qualifiés ;

- Des dépannages ou interventions en cas d'urgence les jours ouvrables, dimanches et jours fériés sans discontinuité de 08h à 20h.

C. Prestations spéciales :

- Réparation des afficheurs de niveau, des revêtements du sol, du téléphone et de la sonnerie de détresse dans tous les appareils ;
- Exercices pratiques de manœuvres de secours en présence des services compétents de la DRFM/MINESEC ;
- Vérification du bon fonctionnement de la sonnerie d'appel et les afficheurs ;
- Changement des cartes mères des ascenseurs OTIS et SODIMAS ;
- Changement de 7 lecteurs d'accès complets 220/12v et de 7 disjoncteurs PN/10A mono SCHEINDER y compris toute suggestion ;
- Remplacement du revêtement de plancher cabine en vinyle anti microbien y compris toutes suggestions dans 4 ascenseurs.

3. Participation et origine :

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine d'entretien et de la maintenance des ascenseurs et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement :

Les prestations objet de la présente Consultation, sont financées par le Budget de fonctionnement du MINESEC de l'Exercice 2023 sur la ligne d'imputation :

5. Mode de soumission :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

Le Dossier de Cotation physique peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère des Enseignements Secondaires - Direction des Ressources Financières et Matérielles, Service des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, Tél. : 222 23 43 59, **dès publication du présent Avis.**

Il peut aussi être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses suivantes : http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm **dès publication du présent Avis.**

6. Acquisition du Dossier de Cotation :

Le Dossier de Cotation peut être obtenu auprès du **Ministère des Enseignements Secondaires**, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics, bâtiment «C » porte 813,** Tél. 222 23 43 59, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **F CFA 30 000 (Trente mille Francs CFA)**, représentant les frais d'achat du Dossier.

Il est également possible d'obtenir la DC par **téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS** ou PRIDESOFT disponible aux adresses ci-après : http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm dès **publication du présent Avis**. Toutefois, la soumission en ligne est **conditionnée par le payement des frais d'achat de la DC.**

7. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **FCFA TTC 25.500 000** (Vingt-cinq millions cinq cent mille FCFA).

8. **Cautionnement de soumission:**

La caution de soumission timbrée, doit être acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO. Elle doit être accompagnée **du récépissé délivré par la CDEC au montant à celui de la caution de soumission** dont le montant s'élève à **Deux cent cinquante mille (FCFA 250.000).**

Cette caution est valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis **est irrecevable.**

9. Remise des Cotations et Taille des plis

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais

9.1 Délai de remise

Le délai de remise des Offres accordé aux Soumissionnaires sera de vingt-un (21) jours ouvrables à compter de la date de publication de l'avis de Demande de Cotation.

, Sous peine de rejet, chaque offre devra être rédigée en français ou en anglais en Un (01) exemplaires Original. L'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le ..15...../12...../2026 à **13 heures**, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.au **Ministère des Enseignements Secondaires,** Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics,** bâtiment «C» porte 813, et devra porter la mention suivante :

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° ..01.../27/DC/MINESEC/CIPM/2027DU ..24./..11.../ 2026 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

«A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

9.2 Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;

- 05 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

10. Ouverture des plis:

L'ouverture des offres aura lieu le ..18. / 12./2026 à **14 heures,** heures locales dans la salle de Conférence de la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP) du MINESEC sis en face de la Cathédrale Notre Dame de Yaoundé par la Commission Interne de Passation de Marchés du MINESEC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants **dûment mandatés** et ayant une parfaite connaissance du Dossier.

11 Admissibilité des offres

1. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. [L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation].

Cette ouverture se fera en un temps.

Les offres seront remises à l'adresse sus indiquée et dépouillées le ..18../..12../2026 à **14 heures** au Ministère des Enseignements Secondaires dans la salle des Conférences, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINESEC, en présence des soumissionnaires dûment mandatés ayant une parfaite maîtrise du Dossier

- Les offres devront être chiffrées en Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et en Toutes Taxes Comprises (TTC), et accompagnées du modèle de soumission signé.

2. Sous peine de rejet, chaque offre devra être rédigée en français ou en anglais en Un (01) exemplaire Original. L'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le ..13../..12../2026 à **13 heures**, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.au **Ministère des Enseignements Secondaires**, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics**, bâtiment «C» porte 813, et devra porter la mention suivante :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° ..01../27/DC/MINESEC/CIPM/2027 DU ..24../..11../ 2026 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

12 Critères d'évaluation :

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

A/ Critères éliminatoires :

A1 Absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée à l'ouverture des offres. Ce cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC.

A2. Non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission accompagné d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC. ;

A3. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés Publics au cours des trois (03) dernières années

A4. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;

A5. Non-satisfaction d'au moins 6 OUI sur 8 des critères essentiels ;

A6. Non-respect du format de fichier des offres ;

A7. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;

A8. Absence d'un élément de l'offre financière (soumission conforme, les BPU, le DQE) ;

A9. Non-conformité du modèle de soumission ;

A10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

A11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

A12. Absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;

A13 Capacité financière de **FCFA 15.000 000** (Quinze millions) FCFA délivré par une banque de première ordre agréé par le MINFI

B/ Critères essentiels :

1. Présentation générale des offres : ordonnancement des pièces dans l'ordre indiqué et leur séparation par un format intercalaire de couleur autre que celui des pièces du Dossier ;
2. Références : expériences spécifiques de l'entreprise dans les prestations similaires : (Joindre copies 1ères et dernière feuille du Contrat signé et enregistré + du PV de réception correspondant (minimum un (01) Contrat sur les cinq (05) dernières années ;
3. Non-respect des obligations sociales vis-à-vis de ses salariés sur le contrat fourni (Produire les bulletins de paie ou toute pièce équivalente) ;
4. Non-respect des Délais d'exécution de 12 mois ;
5. Qualité du personnel : fournir au moins une pièce justifiant l'expérience de chaque personnel (Attestation de travail + CNI) ;

QUALITES DU PERSONNEL (Minimum acceptable trois (3))
1 Chef d'équipe ayant le niveau de Technicien Supérieur en Maintenance Electromécanique (Minimum BACC+3) 03 ans d'expérience professionnel minimum
2 Techniciens ayant le niveau de probatoire en Maintenance électromécanique 03 ans d'expérience professionnel minimum
2 Manœuvres ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle en Maintenance
Les propositions du personnel doivent impérativement être accompagnées des documents suivants : - Un contrat de travail de chaque membre d'équipe, daté et signé par chaque partie ; - Un curriculum vitae de chaque membre d'équipe daté et signé par l'intéressé ; - Une copie certifiée conforme du diplôme exigé ; - Une définition des affectations proposées à chaque membre d'équipe ; NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant d'au moins trois mois et se rapportant audit personnel sont versées dans le dossier

6. Moyens logistiques : Multimètre, différents types des tournevis, caisse à outils appropriés, fer à souder etc. ;

Preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande :

7. (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page signé daté, cacheté à la dernière avec la mention manuscrite «**lu et approuvé** ;
8. Descriptif des Spécifications Techniques (**DST**) paraphé à chaque page, signé daté, cacheté à la dernière avec la mention manuscrite «**lu et approuvé** ».

Les critères essentiels sont soumis à des minima dont le détail est donné dans le Règlement de la Cotation (Piece1)

Cette évaluation se fera de manière binaire (**oui** ou **non**), avec un minimum acceptable d'au moins 6 **oui** / 8 de l'ensemble des critères essentiels pris en compte.

13 Délai d'exécution :

Le délai maximal d'exécution est de **douze (12) mois.** A compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage de l'exécution des prestations.

14 Allotissement :

Cette prestation est constituée d'un seul lot.

15 Attribution :

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier de Demande de Cotation, ayant satisfait à 100% des critères éliminatoires puis au moins 6 **oui** / 8 des critères essentiels et enfin jugée le moins disant.

16 **Durée de validité des Cotations :**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

17 Renseignements complémentaires:

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires - **Direction des Ressources Financières et Matérielles, Service des Marchés Publics bâtiment «C » porte 813, Tél. 222 23 43 59.**

18 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques:

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Pour la CONAC : 1517.

19 Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

Fait à Yaoundé, 24 NOV 2026

Le Ministre des Enseignements Secondaire

Ampliations :
- MINMAP;
- ARMP/JDM;
- Président CIPM;
- Affichage;
- Chrono / Archives.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
=-=-=-=-=-=
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES
=-=-=-=-=-=
SECRETARIAT GENERAL
=-=-=-=-=-=
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES
=-=-=-=-=-=
SOUS DIRECTION DU BUDGET
=-=-=-=-=-=
SERVICE DES MARCHES PUBLICS
=-=-=-=-=-=

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
=-=-=-=-=-=
MINISTRY OF SECONDARYEDUCATION
=-=-=-=-=-=
SECRETARIAT GENERAL
=-=-=-=-=-=
DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL RESOURCES
=-=-=-=-=-=
SUB DEPARTMENT OF BUDGET
=-=-=-=-=-=
SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS
=-=-=-=-=-=

REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE
N°.011../27/RQ/MINESEC/ITB/2027 OF 24.11../2026
FOR THE MAINTENANCE OF ELEVATORS IN THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

1 Subject for the request for Quotation

As part of the implementation of the 2027 programmed budget, the Minister for Secondary Education is launching, under an emergency procedure, a consultation for a request for quotations for the servicing and maintenance of the lifts in the building housing the central services of his ministry.

2. Nature of the services:

The services covered by this Request for Quotation relate to the servicing, preventive and corrective maintenance, and the supply of spare parts for:

Four (04) lifts, comprising two (02) OTIS lifts and two (02) SODIMAS lifts, taking into account the following services

A. **Minimum normal services: Obligations imposed by the regulations:**

- Permanent presence of a technician of the service provider in the building during working hours;
- Troubleshooting and maintenance of elevators (cabin, shaft, machinery): periodic maintenance visits as well as semi-annual examination of cables and annual test of the parachute;
- The regular control of the good functioning of the devices: repairs or interventions in case of stop or defective functioning of the devices;
- The annual cleaning of the pit, the machinery and the upper part of the cabin;
- Repairs and replacement of worn-out parts due to the operation of the equipment (in the cabin, shaft, machinery ...);
- Assistance to users in case of accidents.

B. **Additional services:**

They consist of:

- Preventive maintenance by checking the electrical and mechanical equipment according to a pre-established schedule, the aim being to carry out the necessary operations (adjustments, replacement of parts etc.) to prevent possible breakdowns and anomalies;
- Special visits during the year, of the installations, two (2) of which are summary and one (01) complete, with the production of a visit report by qualified engineers;
- Repairs or interventions in cases of emergency on working days, Sundays and public holidays without interruption from 08am to 08pm.

C. **Special services:**

- Repair of level displays, floor coverings, telephone and emergency signaling devises in all units;
- Practical exercises of emergency maneuvers in the presence of the competent services of the DRFM/MINESEC;
- Verification of the correct operation of signaling and displays devises;
- Replacement of the motherboards of elevators A and B (SODIMAS and OTIS);
- Replacement of 7 complete 220/12V access control units and 7 SCHEINDER single-pole 10A circuit breakers, including any recommendations;
-Replacement of the cabin floor covering with antimicrobial vinyl, including any recommendations, in 4 lifts

3. Participation and origin:

Participation in this consultation is opened to companies under Cameroonian law with proven experience in the field of elevator maintenance and meeting the eligibility criteria set out in this Request for Quotation document.

4. Financing:

The services covered by this **Request for Quotation** shall be financed by the running credits of MINESEC for the 2023 Fiscal Year, on the following budget line: **64 25 107 03 390000 361410.**

5. Submission method:

The submission method retained for this **Request for Quotation** is the online mode.

The physical tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Secondary Education, Department of Financial and Material Resources, Sub-department of Budget, Service of Public Contracts, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59, and the electronic version on the COLEPS platform available at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm immediately after the publication of this Notice

6.. Acquisition of the Request for Quotation File:

The Tender file could be obtained from the Ministry of Secondary Education, **Department of Financial and Material Resources, Service of Public Contracts, Block « C » room 813,** Tel.: 222 23 43 59 after the publication of this Notice against submission of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **F CFA 30 000** (Fifty thousand Francs) representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain **the tender document (CAD) by** free download on the **COLEPS platform** available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase **cost of the CAD.**

7. Estimated cost:

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is: FCFA **25 500 000** (Twenty-five million five hundred thousand Francs CFA).

8. Provisional bid bond:

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of **Two hundred and fifty thousand francs (250,000CFA francs),**

This bid bond is valid for **thirty (30) days** beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.

A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

9. Submission of bids and Size and format of files:

Each quotation shall be drafted in English or French.

9.1 ***Deadline for the reception of quotations***

The deadline for submitting Bids granted to Bidders will be twenty-one (21) working days from the date of publication of the notice of consultation.

Failure to comply will result in the tender being rejected. Each tender must be drawn up in French or English and submitted in one (01) original copy. The tender must be submitted by the Tenderer via the COLEPS platform no later than ..18th../..12../2026 at 13:00 local time. A backup copy of the tender, saved on a USB stick or CD/DVD, must be submitted against receipt in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the details below, within the specified time limit, to the Ministry of Secondary Education, Directorate of Financial and Material Resources, Budget Sub-Directorate, Public Procurement Department, Building 'C', Door 813, and must bear the following wording:

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATIONS UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. ...1.../27/DC/MINESEC/CIPM/2027 OF ...../ ...../ 2026 FOR THE SERVICING AND MAINTENANCE OF LIFTS AT THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

'TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER OPENING SESSION'.

9.2 *Size and format of files*

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

05 MB for the Administrative file ;

15 MB for the Technical Offer ;

05 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

PDF format for text documents ;

JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

10. Opening of bids:

The opening of administrative documents, technical and financial offers will take place **on** ..18th../..12../2026 at **2.00 pm** local time at in MINESEC Conference Room of the teachers resources center (CAAP) in front of the cathedral of Yaoundé by the MINESEC Internal Tenders Board in the presence of the bidders or their duly mandated representative's haven full knowledge of the file.

11.Admissibility of Quotations:

1. The administrative documents required must be produced in originals or in certified true copies by the issuing authority, otherwise they will be rejected. They must be dated less than three (03) months old.

Where any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of opening the tenders, the tender shall be rejected following a 48-hour period granted by the Commission. [The tender-opening session must commence no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Application Document].

This opening will take place in one stage.

Quotations shall be delivered to the above address and examined on ..15th.../..12.../2026 at **2 p.m.** at the Ministry of Secondary Education in the Conference Room, by the MINESEC Internal Contracting Commission, in the presence of duly authorized bidders who have a perfect mastery of the file.

Bids must be quoted in figures exclusive of value added tax (VAT) and inclusive of all taxes (TTC), and must be accompanied by the signed bid form.

2. For online submission, under penalty of rejection, each offer must be written in French or English in One (01) Original copy. The offer must be transmitted by the Bidder on the COLEPS platform no later than ..15th.../..12...../2026 at **1 p.m.**, local time. A backup copy of the Offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted against receipt in a sealed envelope with the clear and legible indication "**backup copy**", in addition to the mention below within the specified deadlines .to the Ministry of Secondary Education, Directorate of Financial and Material Resources, Budget Sub-Directorate, Public Procurement Service, building "C" **door 813**, and must bear the following:

REQUEST FOR QUOTATION **IN EMERGENCY PROCEDURE** N°

..01..../27/RQ/MINESEC/ITB/2027 OF ..24/..01../2026 FOR THE MAINTENANCE AND UPKEEP OF THE ELEVATORS OF THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

"To be opened only at the opening session".

12. Main Evaluation Criteria:

Offers shall be evaluated according to the following main criteria:

A/ Eliminatory criteria:

- Absence or non-compliance of the Bid Security at the opening of the Bids;
- Administrative file: non-production within 48 hours after opening of the bids, of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- Absence of the declaration on honor of non-abandonment of Public Procurement over the last three (03) years;
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsification of documents ;
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- Non-satisfaction of at least 6 out of 8 of the essential criteria;
- Non-compliance with the file format of offers;
- Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- Absence of the declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses, dated and signed;
- Non-compliance with the submission template;
- No backup copy in case of malfunction of the COLEPS platform.
- Financial capacity of 15,000,000 (fifteen million) CFA francs, issued by a first-rate bank authorised by the MINFI

B/ Essential criteria:

- General presentation of the offers: arrangement of the documents in the order indicated and their separation by a colored divider format other than that of the documents in the File;
- References: specific experiences of the company in similar services (Attach copies 1st and last sheets of the signed and registered Contract + the corresponding receipt report (minimum two (02) Contracts over the last five (05) years,
- Failure to comply with social obligations towards employees as set out in the contract (provide payslips or equivalent documentation);
- Failure to meet the 12-month completion deadline;
- Staff qualifications: provide at least one document proving each member of staff's experience (certificate of employment + national identity card);
- Logistical means: Work equipment + Methodology and organization of work (Multimètre, different types des tournevis, caisse à outils appropriée, fer à souder.);
- Notebook of Special Administrative Clauses (CCAP) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved";
- Description of Technical Specifications (DTS) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved".

The essential criteria are subject to minimums, the details of which are given in the Rules of Quotation (Exhibit 1)

This evaluation will be done in a binary manner (Yes or No), with a minimum acceptable of at least 06 yes / 08 of all the essential criteria taken into consideration.

13. Estimated Execution period:

The minimum period of execution of works is twelve (12) months. It will start on the date of notification of the Service Order for the start of the execution of the services.

14. Allotments:

This service consists of only one lot.

15. Award:

The Jobbing Order will be awarded to the lowest Bidder, whose bids substantially complies with the requirements of the Consultation Documents and meets 100% with the eliminatory criteria and at least 6 / 8 of the essential criteria.

16. Duration of validity of offers:

Bidders shall remain bound by their offers for a period of ninety (90) days from the closing date following the receipt of bids.

17. Additional information:

Additional information can be obtained from the Ministry of Secondary Education - Directorate of Financial and Material Resources, Service of Public Contracts, block "C" door N°813, Tel. 222 23 43 59.

18. Fight against corruption and bad practices:

For any attempt of corruption or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 For CONAC: 1517.

19 Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform please call the numbers (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm..

Yaounde, the 24 NOV 2026

The Minister of Secondary Education;

Circular copies:
- MINMAP;
- ARMP/PCJ;
- Chairman ITB;
- Notice Board;
- Chrono /Archives.